

## L'argent ne parle pas - il hurle!

**Rod Taylor**

Chef, PHC Canada

Le titre de cet article restera peut-être gravé dans la mémoire de ceux qui ont vécu dans les années 60 comme une simple phrase d'une chanson de Bob Dylan ; d'autres ont utilisé cette expression (ou une variante) pour souligner les dégâts que cause (ou peut causer) l'amour de l'argent, qui se manifeste par l'avidité ou la convoitise. En effet, la Bible affirme que « l'amour de l'argent est la racine de tous les maux. »<sup>1</sup>

L'argent en soi n'est pas un problème, ni les biens qu'il permet d'acquérir. Le problème réside dans l'attitude que nous adoptons face aux richesses terrestres. Dans le même chapitre, l'apôtre Paul nous dit que « le Dieu vivant nous donne abondamment toutes choses pour que nous en jouissions. »<sup>2</sup> Notre Dieu est un Dieu d'abondance, et il veut notre bonheur. Mais pour notre bien, il nous met en garde contre le danger de placer notre confiance dans « ...des richesses incertaines. » Notre confiance doit reposer en lui, le Dieu qui a créé toutes choses et le Dieu qui nous a créés à son image.

Il est évident pour tous que ceux qui ont accumulé d'importantes sommes d'argent exercent souvent une influence démesurée sur le monde et leur entourage. L'argent permet d'acheter de l'influence dans les médias, voire au sein du gouvernement. En réalité, l'argent détermine souvent qui sera élu et qui établira les règles. L'argent finance la publicité. L'argent achète des biens immobiliers. L'argent permet d'accéder aux politiciens. L'argent peut influencer les décisions politiques, et il le fait souvent. Aussi étrange que cela puisse paraître, l'argent peut acheter encore plus d'argent.

Lorsque les Premiers Ministres, les ministres et les députés prennent des décisions concernant des projets susceptibles d'être approuvés, le tracé de nouvelles autoroutes, les restrictions imposées aux entreprises ou les politiques environnementales et agricoles, ces décisions sont souvent influencées par les groupes de pression qu'ils consultent. Les groupes de pression représentant les grandes entreprises – celles qui emploient un plus grand nombre de personnes et qui contribuent davantage aux recettes fiscales – ont plus facilement accès aux décideurs. De même, les entreprises ou organisations qui ont le plus d'influence sur les électeurs ont également plus de chances d'être entendues par le gouvernement.

Nous savons tous que c'est vrai, mais parfois, lorsque nous voyons cela se produire sous nos yeux, nous souhaitons que les politiciens résistent à la tentation de ne faire que ce qui les avantage personnellement et qu'ils fassent ce qu'ils savent être le mieux pour la société et pour le pays.

Sam Cooper, le brillant et courageux journaliste d'investigation qui a mis au jour de nombreux liens entre la crise du fentanyl, le blanchiment d'argent, les casinos de Colombie-Britannique et l'influence du gouvernement chinois, a publié un article très révélateur sur son blog, The Bureau. Son article s'intitule : « Les promoteurs ne veulent pas vendre à perte : le Premier Ministre Carney s'exprime sur le sauvetage des condominiums à Vancouver. »<sup>3</sup> Dans cet article, M. Cooper révèle que le Premier Ministre, le Premier Ministre de Colombie-Britannique, David Eby, et le ministre fédéral du Logement, Gregor Robertson, ancien maire de Vancouver, prévoient de renflouer les promoteurs immobiliers de Vancouver à hauteur de **3,2 milliards de dollars provenant des impôts afin de maintenir les prix des condominiums hors de portée des Canadiens ordinaires qui vivent et travaillent (et paient des impôts)** dans la région de Vancouver. Ils envisagent même de faciliter l'achat de ces condominiums par des acheteurs étrangers (les

mêmes qui ont fait grimper les prix à plus de 1,1 million de dollars). La raison pour laquelle les contribuables devraient renflouer des promoteurs spéculatifs est soi-disant expliquée par la prétendue compassion du Premier Ministre : « Les promoteurs ne veulent pas vendre à perte. »

Bien sûr que non. Personne ne veut perdre d'argent. Depuis quand est-ce aux contribuables de garantir les profits des promoteurs immobiliers ? Nous vivons dans un système de marché soi-disant libre. Chacun est libre d'investir ses économies dans une entreprise ou l'immobilier, et s'il a fait un investissement judicieux, il peut en retirer un bénéfice substantiel. S'il a fait un mauvais investissement, il peut subir des pertes. Ce n'est ni la responsabilité du gouvernement, **ni celle du contribuable déjà mis à rude épreuve**, de garantir leur succès.

Les gouvernements ont-ils été influencés par l'argent des lobbyistes ? M. Cooper souligne qu'en 2014, des promoteurs immobiliers ont déboursé 25 000 \$ par personne pour un déjeuner exclusif avec le maire de l'époque, Gregor Robertson. Je me demande si leur générosité n'a pas influencé les décisions qui ont affecté leurs projets. Aujourd'hui, alors que 4 376 de ces luxueux appartements restent inoccupés, ces mêmes promoteurs réclament un plan de sauvetage. MM. Carney, Eby et Robertson comptent bien le leur accorder.

Dans un récent podcast,<sup>4</sup> Shaun Newman s'est entretenu avec Vesper, de Vesper Digital, au sujet des nombreux réseaux d'affaires et des rôles influents qui ont permis à Mark Carney de devenir Premier Ministre du Canada et de créer un environnement commercial favorable à Brookfield Asset Management, société dont il était président du conseil d'administration et dans laquelle il détient toujours une participation importante. Cet entretien est très instructif, car Vesper y retrace la chronologie de l'influence croissante de M. Carney à travers les multiples postes qu'il a occupés et comment cette influence pourrait désormais lui procurer d'énormes avantages financiers malgré la gestion à distance de ses investissements par le biais d'une « fiducie aveugle. »

En tant que chrétiens, il nous est enjoint non seulement d'éviter le mal, mais aussi d'éviter toute « apparence de mal. » Lorsque l'amour de l'argent influence la politique ou les politiques gouvernementales, notre nation est en grand danger. Il est temps que les dirigeants du gouvernement prennent des mesures pour éliminer les conflits d'intérêts susceptibles de compromettre l'avenir de tous les Canadiens. Le Parti de l'Héritage Chrétien<sup>5</sup> réclame de nouvelles normes de conduite éthique pour les fonctionnaires, y compris le Premier Ministre et son cabinet. Ce n'est que lorsque les dirigeants politiques du Canada auront reconnu – comme par le passé – la suprématie de Dieu qu'ils seront en mesure de prendre des décisions véritablement dans l'intérêt des Canadiens.

## **Notes de bas de page**

<sup>1</sup> [www.bible.com/bible/1/1Ti.6.10.KJV](http://www.bible.com/bible/1/1Ti.6.10.KJV)

<sup>2</sup> [www.bible.com/bible/1/1Ti.6.17.KJV](http://www.bible.com/bible/1/1Ti.6.17.KJV)

<sup>3</sup> [www.thebureau.news/p/developers-dont-want-to-sell-at-a](http://www.thebureau.news/p/developers-dont-want-to-sell-at-a)

<sup>4</sup> [www.youtube.com/watch?v=HWdmvjxW2CI](http://www.youtube.com/watch?v=HWdmvjxW2CI)

<sup>5</sup> [www.chp.ca/fr/](http://www.chp.ca/fr/)

---

**Parti de l'Héritage Chrétien du Canada**

[chp.ca/fr/accueil](http://chp.ca/fr/accueil) • [NationalOffice@chp.ca](mailto:NationalOffice@chp.ca) • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent principal du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.

---